

ROYAUME DU MAROC
AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU SEBOU



Appel d'offres ouvert N° 23/2021/ABHS

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

**Réalisation des campagnes de mesure hydrologiques
et piézométriques dans la zone d'action de l'Agence
du Bassin Hydraulique du Sebou**

Marché cadre

Sommaire

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES	2
ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 2 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS	4
ARTICLE 3 : RESEAUX TYPES ET FREQUENCES DE MESURE	5
ARTICLE 4 : OBLIGATION DU TITULAIRE DU MARCHE	6
ARTICLE 5 : MOYENS HUMAINS	7
ARTICLE 6 : MOYENS ET MATERIELS DE MESURES	7
ARTICLE 7 : COMPTABILISATION DES MESURES	9
ARTICLE 8 : DOCUMENTS ET RAPPORTS TECHNIQUES	9
ARTICLE 9 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	10
ARTICLE 10 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE	10
ARTICLE 11 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE	11
ARTICLE 12 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE.....	11
ARTICLE 13 : ELECTION DU DOMICILE DU PRESTATAIRE.....	12
ARTICLE 14 : NANTISSEMENT	12
ARTICLE 15 : SOUS-TRAITANCE.....	12
ARTICLE 16 : DUREE DU MARCHE.....	13
ARTICLE 17 : PRESTATIONS A EXECUTER ET DELAIS D'EXECUTION.....	13
ARTICLE 18 : NATURE DES PRIX	13
ARTICLE 19 : REVISION DES PRIX.....	13
ARTICLE 20 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF	13
ARTICLE 20 : RETENUE DE GARANTIE	14
ARTICLE 22 : PENALITES POUR RETARD	14
ARTICLE 23 : ASSURANCES - RESPONSABILITE.....	14
ARTICLE 24 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT	14
ARTICLE 25 : MODALITES DE REGLEMENT	14
ARTICLE 26 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX PRESTATAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC	15
ARTICLE 27 : RECEPTION DEFINITIVE.....	15
ARTICLE 28 : RESILIATION DU MARCHE	15
ARTICLE 29 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION	15
ARTICLE 30 : MESURES DE SECURITE	15
ARTICLE 31 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	16
ARTICLE 32 : FORCE MAJEURE.....	16
ARTICLE 33 : OBLIGATIONS DE SECRET ET DE SECURITE.....	16
ARTICLE 34 : DEFINITION DES PRIX.....	16
ARTICLE 35 : BORDEREAU DES PRIX -DETAIL ESTIMATIF	18

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché passé par appel d'offres ouvert en application des articles 7 et 16 du décret n°2- 12-349 du 20 Mars 2013 relatif aux marchés publics.

ENTRE

L'Agence du Bassin Hydraulique de Sebou représentée par son Directeur et désignée ci-après par le Maître d'Ouvrage (M.O) ou ABHS

D'UNE PART

ET

1. Cas d'une personne morale

M..... qualité

.....
Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu
des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social..... Patente n°

Registre de commerce de Sous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

.....
Compte bancaire n° (*RIB sur 24 positions*)ouvert
auprès

de.....

Désigné ci-après par le terme « prestataire ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

2. Cas de personne physique

M.
Agissant en son nom et pour son propre compte.
Registre de commerce de Sous le n°
Patente n° Affilié à la CNSS sous n°
Faisant élection de domicile au
Compte bancaire n° (*RIB sur 24 positions*)

Désigné ci-après par le terme « prestataire ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

3. Cas d'un groupement

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention
..... (*Les références de la convention*)

:

- Membre 1 :

M. qualité
.....
Agissant au nom et pour le compte de en
vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.
Au capital social Patente n°
Registre de commerce de Sous le n°
Affilié à la CNSS sous n°
Faisant élection de domicile au
Compte bancaire n° (*RIB sur 24 positions*) Ouvert auprès de
.....

- Membre 2 :
(*Servir les renseignements le concernant*)

-

- Membre n :

Nous nous obligeons (*conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement*) ayant M. (*Prénom, nom et qualité*) en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution de l'étude, ayant un compte bancaire commun sous n° (*RIB sur 24 positions*) ouvert auprès.....

Désigné ci-après par le terme « prestataire ».

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le marché issu du présent appel d'offres est un marché cadre qui a pour objet la réalisation des campagnes de **mesures hydrologiques et piézométriques dans la zone d'action de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou**.

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Les prestations du présent marché concernent les mesures hydrologiques et piézométriques, le dépouillement et la saisie des données, l'élaboration des annuaires et l'édition des rapports. Elles englobent :

Mesures des eaux :

- Intervention dans le cas où la section de jaugeage comporte des arbustes, des algues ou de la vase ;
- Mesure, calcul et dépouillement des débits des oueds, sources et seguias et des niveaux des nappes ;
- Mesure de niveau d'eau au niveau des stations hydrologique lors de la mesure des débits ;
- Analyses d'eau in situ : pH, oxygène dissous, turbidité, température et conductivité.
- Mesure du transport solide (concentration des MES en g/l) et analyse de la granulométrie de la matière en suspension par tamisage (pour les particules de taille >80 µm) et par sédimentométrie (pour les fines < 80 µm) selon les normes en vigueur.
 - Pour l'analyse granulométriques par tamisage, le prestataire fournira les résultats de masse de refus pour les tamis avec diamètres d'ouverture suivants :

Ouverture du tamis en (mm)			
0.080	0.500	2.500	12.500
0.100	0.630	3.150	16.000
0.160	0.800	4.000	20.000
0.200	1.000	5.000	25.000
0.250	1.250	6.300	31.500
0.315	1.600	8.000	40.000
0.400	2.000	10.000	50.000

- Pour l'analyse sédimentométrie des fines (<80 µm), le prestataire fournira la courbe sédimentométrique et les masses pour des classes qui seront définis en commun accord avec le MO.

Les analyses granulométriques doivent être faites par un laboratoire agréé.

- Contrôle, interprétation et critique des mesures de terrain réalisées (mesures de débits, mesures piézométriques, mesures de qualité, mesure de transport solide, ...etc.).

Analyses hydrologiques et hydrogéologiques :

- Etude d'annuaire :
 - Révision et actualisation des courbes de tarage H-Q des stations objet de ce marché sur la base des jaugeages, les courbes théoriques obtenu à partir des travaux topo ;
 - Analyse hydro-pluviométrique des eaux : coefficients de ruissellement, analyses et comparaison entre station amont-aval ;
 - Saisi des courbes de tarages et leur validation dans la base de données des ressources en eaux de l'Agence (BADRE21) ;

- Mise à jour des séries des pluies et de débits des différentes stations hydrologiques.

L'annuaire hydrologique sera fait pour les périodes qui seront communiquées au prestataire et pourront varier entre 1 et 3 années selon les besoins du MO.

- Situations hydrologiques du bassin du Sebou selon un canevas qui sera discuté avec le MO. Les situations hydrologiques seront faites pour une année hydrologique ou partie de l'année hydrologique. Cette situation devra comprendre :
 - Une analyse pluviométrique ;
 - Une analyse des apports et restitutions réalisés à partir des barrages ;
 - Une analyse des débits des sources et niveaux piézométriques ;
 - Une analyse des crues.
- Assistance au MO dans la gestion des épisodes de crues, l'établissement des situations hydrologiques de conjoncture, des situations hydrologiques périodiques, de cartes relatifs aux ressources en eau sous SIG et autres analyses hydrologiques.

Production, contrôle et archivage des données :

- Maintien et archivage des fiches de jaugeages, des différents relevés de mesure, des données et rapports dans les bureaux de l'ABHS ;
- Scan des fiches de jaugeages, analyses granulométriques et des différents relevés de mesure des eaux (hauteur d'eau, pluviométrie, ...etc.) qui concerne la période du marché cadre ;
- Saisie en continu des données climatiques, hydrologiques et piézométriques dans les bases de données de l'ABHS ;
- Extraction des données et production d'état de sortie selon les besoins du MO ;
- Production de tableaux, graphes et cartes périodiques à partir des données mesurées ;
- Elaboration d'état de saisie des données hydro-pluviométriques dans les bases de données du MO.

ARTICLE 3 : RESEAUX TYPES ET FREQUENCES DE MESURE

Le réseau de mesures est constitué de :

- **Un réseau principal** qui sera mesuré **1 fois par mois** ;
- **Un réseau secondaire** qui sera mesuré **1 fois par trimestre** ;
- Des **points de mesures spéciaux** qui seront définis en fonction des besoins du MO.

Les réseaux principal et secondaire sont composés comme suit :

RESEAU PRINCIPAL

- Station hydrologique : 39
- Source : 28
- Piézomètre : 48

RESEAU SECONDAIRE

- PJP (oued, seguias) : 62
- Source : 111
- Piézomètre : 66

TYPES DE MESURE

Jaugeages (y compris mesure de l'O₂ dissous, pH, turbidité, conductivité et température)

Jaugeages de crue (y compris mesure de turbidité et du transport solide)

Piézométrie (y compris mesure de conductivité et température)

Mesure de transport solide (y compris l'analyse granulométrique des sédiments par tamisage et par sédimentométrie)

La liste détaillée des points de mesures du réseau principal et du réseau secondaire actuels avec nom, type, N°IRE, coordonnées, province, nappe est donnée en annexe.

La zone d'action du présent marché est le bassin du Sebou, les réseaux de mesure sont donnés à titre indicatif, ils peuvent être modifiés pour tenir des points nouvellement créés ou éliminés ou un nouveau besoin du MO.

Le programme mensuel des points à mesurer est établi en coordination avec le maître d'ouvrage en fonction des priorités, de l'hydraulicité et des points nouveaux ou défectueux.

Les mesures réalisées dans les réseaux principal et secondaire feront objet de deux rapports séparés.

Les jaugeages des crues et les analyses granulométriques des matières en suspension seront faits par le titulaire principalement en périodes pluvieuses en fonction de la situation hydrologique et de la demande de l'Agence. Les quantités citées dans le bordereau des prix sont données à titre indicatif, s'il n'y a pas de crues, ces mesures ne seront pas réalisées.

En plus des réseaux principal et secondaire, le prestataire réalisera des mesures, selon des fréquences qui seront déterminées par le MO, au niveau de points particuliers qui seront communiqués au prestataire. Ces mesures seront appelées « campagnes de mesures spéciales ». Ces mesures feront objet de rapport séparé dans le cas où ils dépassent une quantité de 20 mesures.

ARTICLE 4 : OBLIGATION DU TITULAIRE DU MARCHE

Les prestations demandées au titulaire sont la réalisation des mesures de débits, analyses in situ des eaux de surfaces et la mesure des niveaux piézométriques des eaux souterraines ainsi que le dépouillement, l'analyse et l'édition des rapports. A cet effet, les considérations suivantes devront impérativement être respectées par le titulaire du marché qui découlera du présent appel d'offres, à savoir :

- Mettre en place une unité hydrologique permanente dans le siège de l'ABHS constituée d'un ingénieur, d'un agent de saisie, deux équipes de terrain (jaugeur et aide-jaugeur) et d'une équipe résidente à Kénitra, Sidi Kacem ou Sidi Slimane constituée d'un jaugeur et d'un agent de point d'eau sont mises à sa disposition. Cette unité travaillera sous la disposition, le contrôle et la direction du service Suivi et Evaluation des Ressources en Eau en ce qui concerne les consignes de travail, les horaires de travail, les jours de congé, ...etc. L'unité hydrologique peut être sollicité à assister le MO en temps de crues même en période de congé, repos hebdomadaire ou en dehors des heures de travail.
- Mettre en place les moyens matériels nécessaires pour réaliser les mesures et les traitements dans les délais impartis et selon les caractéristiques demandées dans le présent marché ;
- Respecter les normes de qualité et de sécurité en matière de mesures hydrologiques. Les procédures de mesure, de correction, d'étalonnage du matériel suivront les normes marocaines ou internationales en vigueur.

- Dépouiller les jaugeages, les vérifier et les saisir dans la base de données de l'Agence, 24 heures après la réalisation des mesures.
- Ne pas diffuser les données et informations des mesures effectuées.

NB :

- L'ABHS pourra exiger du titulaire d'exécuter des mesures contradictoires pour contrôler les mesures effectuées. Ces mesures seront payées dans le cadre du marché s'ils confirment les mesures effectuées. Dans le cas contraire, la mesure douteuse ne sera pas payée.
- L'Agence pourra demander au prestataire à ce que les équipes de terrain soient accompagnées d'un agent du MO. Dans ce cas, le prestataire devra assurer le transport de l'agent du MO qui accompagnera les équipes de terrain.

ARTICLE 5 : MOYENS HUMAINS

L'équipe du projet est constituée de :

- Un chef de projet : ingénieur hydrologue ou hydraulicien ayant au moins 10 ans d'expérience dans le domaine de l'hydraulique ou de l'hydrologie ;
- Un chef d'unité hydrologique (UH) : ingénieur en hydrologie ou en hydraulique ayant une parfaite maîtrise des outils informatiques et en particulier le SIG et une expérience minimale d'une année ;
- Un agent de saisie ;
- 2 équipes de mesures composées chacune d'un jaugeur qualifié et un aide jaugeur résidant à Fès ;
- Une équipe de mesures (composée d'un jaugeur qualifié et d'un aide jaugeur) résidant à Kénitra, Sidi Kacem ou Sidi Slimane.

Le prestataire doit maintenir l'équipe du projet qu'il a proposée dans son offre. Dans le cas où il est contraint à changer un des membres de l'équipe du projet, il doit présenter un membre qui a le même profil et une expérience équivalente au membre proposé dans son offre technique et acquérir préalablement l'accord du MO.

Dans le cas où le maître d'ouvrage juge qu'un membre de l'équipe du projet présentent des insuffisances techniques. Le prestataire devra proposer un profil de remplacement du membre de l'équipe dans un délai maximum de 15 jours.

Dans le cas où le prestataire ne met pas à disposition les ressources humaines ci-dessus et notamment l'unité hydrologique qui devra être mise à la disposition de l'Agence, le MO est en droit procéder à la résiliation du marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 42 du CCAG-EMO.

ARTICLE 6 : MOYENS ET MATERIELS DE MESURES

Les moyens et matériels de mesure minimaux à mettre en œuvre dans le cadre du présent marché sont les suivants :

- Matériels de mesure :

Matériel	Nombre	Caractéristiques
Caisse de moulinet	1	- Plage de mesure : 0.025-10 m/s.
Caisse de micromoulinet	1	- Plage de mesure : 0.025-5 m/s.

Matériel	Nombre	Caractéristiques
Profileur ADCP	1	<ul style="list-style-type: none"> - Avec fonction suivi du fond (Bottom Tracking) - Fréquence des transducteurs de mesure de vitesse : <ul style="list-style-type: none"> o 1200 kHz ou moins ; - Fréquence du transducteur pour le suivi du fond : <ul style="list-style-type: none"> o 600 kHz ou moins ; - Autres capteurs inclus : Boussole, capteur d'inclinaison, capteur de température ; - Logiciels de dépouillement pour bateau mouvant et mesures stationnaires inclus. - Embarqués sur flotteurs ou planches résistant à une vitesse d'au moins : 5 m/s.
Courantomètre acoustique ou électromagnétique	2	<ul style="list-style-type: none"> - Vitesse de mesure : jusqu' 4 m/s ; - Avec capteur de profondeur ; - Permet l'affichage du débit sur site.
Cyclopotence et saumons	2	<ul style="list-style-type: none"> - Capacité de levage : jusqu'à 50 kg ; - Treuil simple inclus ; - Saumons poids de 50 kg, 25 kg et 10kg avec chaque cyclopotence.
Matériel de mesure de la qualité	3	<ul style="list-style-type: none"> - Mesure de pH : 0 à 14 ; - Mesure de la turbidité : 0 à 1000 FNU ; - Mesure de la conductivité : 0 à 200 mS/cm ; - Mesure de l'Oxygène dissous : 0 à 50 mg/l.
Sonde piézométrique	3	<ul style="list-style-type: none"> - Diamètre du capteur : 20 mm ou moins ; - Indicateur Sonore et visuel de détection de l'eau ; - Mesure de la température : 0 à 70°C ; - Mesure de la conductivité : 0 à 200 mS/cm ; - Longueur des sondes : 200 m.
Manomètre	2	<ul style="list-style-type: none"> - Adapté à la mesure des piézomètres et forages artésien

- Logiciels, moyens de logistique et matériels informatique :

Logiciel/Moyen/Matériel informatique	Nombre	Caractéristiques
Logiciel pour le dépouillement des mesures de jaugeage	1	<ul style="list-style-type: none"> - Doit être muni des fonctionnalités de dépouillement instantané, de détection des erreurs, de visualisation et de sauvegarde des courbes de tarage.
Véhicules	3	<ul style="list-style-type: none"> - Equipés de systèmes de suivi par GPS (GPS Tracking) ; - Dont deux (2) véhicules adaptés pour embarquer les cyclopotences proposées par le prestataire.
GPS	3	<ul style="list-style-type: none"> - Permet la prise de photos géoréférencées ;

Logiciel/Moyen/Matériel informatique	Nombre	Caractéristiques
		- Résolution de l'APN : 8 mégapixels ou plus.
PC	3	- Dont 1 muni d'un système de la localisation en temps réel des équipes de mesure.
Matériel informatique	1	- Imprimante laser couleur ; - Scanner à défilement A4.
Matériel et mobilier de bureau	-	- Sera proposé par le titulaire et accepté par le MO.

Le prestataire doit mettre en œuvre le matériel demandé dès le commencement du marché pour l'ensemble des matériels, moyens et logiciels ci-dessus proposés par le prestataire dans son offre technique, sauf pour le profileur ADCP et les cyclopotences et saumons pour les lesquels le prestataire dispose d'un délai de quatre (4) mois, pour la première année d'exécution du marché cadre, pour les mettre en œuvre. Dans le cas contraire, le MO est en droit procéder à la résiliation du marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 42 du CCAG-EMO.

Le prestataire devra faire parvenir le MO les identifiants d'un compte pour le suivi des véhicules par GPS Tracking pour lui permettre de suivre en temps réel les positions des véhicules de mesures pendant les périodes de réalisation des mesures.

ARTICLE 7 : COMPTABILISATION DES MESURES

Dans le cas où le prestataire trouve des difficultés pour la réalisation d'une mesure et ne la réalise pas, la mesure ne sera pas payée.

Pour des stations hydrologiques, avant de s'y déplacer, le prestataire devra s'informer par téléphone auprès du MO de l'état d'écoulement au niveau desdites stations. En particulier, en l'absence d'écoulement (section sèche), la mesure ne sera pas payée.

Pour la mesure du débit, lorsqu'il s'agit de la mesure de plusieurs sections issues d'une même source d'eau ou de sections proches, à partir de la deuxième mesure, la mesure ne sera comptabilisée que si la mesure de débit (jaugeage) est effectivement réalisée. En particulier, à partir de la deuxième mesure, les sections sèches ou où l'eau est stagnante ne seront pas payées même s'ils doivent être renseignées par le prestataire.

ARTICLE 8 : DOCUMENTS ET RAPPORTS TECHNIQUES

- Programme mensuel des campagnes de mesures sera transmis au début de chaque mois et avant le commencement des prestations selon le canevas et le moyen de transmission qui seront convenus avec le MO.
- Pour chaque mois, les mesures qui seront faites devront faire l'objet de rapport mensuel qui sera remis avant la fin du mois qui récapitule :
 - Les prestations (jaugeages, relevés piézométriques, analyse de qualité, transport solide, tableaux et courbes granulométriques, ...etc.) réalisés ;
 - Résultats des analyses de transport solides et analyses granulométriques des matières en suspension faites ;
 - Le contrôle interne effectué par le prestataire ;
 - La représentation graphiques et cartographiques des données collectés (cartes piézométriques, cartes de qualité ...etc.) ;

- L'état de saisie des données dans les bases de données de l'Agence ;
- Une annexe photographique ;

Le rapport mensuel doit être accompagné d'un CD contenant : le rapport format électronique, un fichier Excel contenant les mesures réalisées au cours du mois ainsi que les anomalies observées par les équipes de mesure, les photos prises, les parcours GPS des équipes de mesure, ... etc.

- Dossier numérique des fiches de jaugeages et différents relevés de mesures scannés ;
- L'annuaire hydrologique doit comprendre les courbes de tarages, les débits journaliers, mensuels et annuels des différentes stations hydrologiques, la pluviométrie mensuelle et annuelle au niveau des différents postes du bassin ainsi que des analyses hydrologiques pluie/débit et débit/débit pour la correction et la validation des données. L'annuaire comprendra aussi les courbes de tarage actualisées en format tableau et graphique.
- Situations hydrologiques du bassin du Sebou selon un canevas qui sera discuté avec le MO ;
- Analyses hydrologiques faites par l'unité hydrologique qui seront communiquées au MO en format numérique.

Les rapports, les annuaires ainsi que les situations hydrologiques seront livrés en trois (3) exemplaires en version définitive en format numérique (CD) et papier.

ARTICLE 9 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont :

- 1- L'acte d'engagement ;
- 2- Le cahier de prescriptions spéciales ;
- 3- Le bordereau des prix- détail estimatif ;
- 4- L'offre technique ;
- 5- Le cahier des clauses administratives et générales applicables aux marchés d'études passés pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché issu du présent appel d'offre, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit par le décret précité n° 2-12-349, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus

ARTICLE 10 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions des textes suivants :

Textes généraux

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions des textes suivants :

- Le dahir n°1-15-05 du 29 Rabbi II (19 février 2015) relatif au nantissement, tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le dahir n°1-56-211 du 11 Décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires des marchés publics ;
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 rajeb 1424(11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
- Le décret n° 2.12.349 du 08 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

- Décret n° 2332-01-2 du 22 rabii I 1423 – 4 juin 2002 approuvant le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'état (CCAG-EMO) ;
- Le décret n° 2-16-344 du 17 Chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiements et les intérêts moratoires relatif aux commandes publiques.
- L'arrêté n° 3-302-15 du 15 Safar 1437 (27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de la révision des prix des marchés publics
- Le décret n° 2-14-272 du 14 rejeb 1435 (14 mai 2014) relatif aux avances en matière des marchés publics (BO n° 6262 du 05/06/2014).
- Circulaire n° 72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics ;
- Code général des impôts ;
- L'arrêté portant organisation financière et comptable des agences des bassins hydrauliques n°2-1104/DE/SPC du 8 mars 2005 ;

Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre particulièrement le décret royal n°2.73.685 du 12 kaâda 1393 (08 Décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture.

En outre, le concurrent devra se procurer de ces documents s'ils ne sont pas en sa possession et ne pourra en aucun cas exciper l'ignorance de ceux-ci pour se dérober des obligations qui y sont contenues.

En cas de modification, dans les textes concernés, le concurrent se référera aux plus récents d'entre eux.

ARTICLE 11 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

Le marché issu du présent appel d'offres ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après notification de son approbation par l'autorité compétente et son visa par le Contrôleur d'Etat de l'ABHS.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement de la réalisation. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de 75 jours à compter de la date d'ouverture des plis.

ARTICLE 12 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE

Aussitôt après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au prestataire, contre décharge, un exemplaire vérifié et certifié conforme de l'acte d'engagement, du cahier de prescriptions spéciales et des pièces expressément désignées comme constitutives du marché à l'exception du cahier des prescriptions communes applicable et du cahier des clauses administratives générales relatif aux prestations d'études et de maîtrises d'œuvre.

Le d'ouvrage ne peut délivrer ces documents qu'après constitution du cautionnement définitif, le cas échéant.

ARTICLE 13 : ELECTION DU DOMICILE DU PRESTATAIRE

A défaut d'avoir élu domicile au niveau de l'acte d'engagement, toutes les correspondances relatives au présent marché sont valablement adressées au domicile élu par le prestataire sis à

En cas de changement de domicile, le prestataire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

ARTICLE 14 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions du dahir du 19 Février 2015 relatif au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

1°) la liquidation des sommes dues par l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, en exécution du présent marché sera opérée par les soins du Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.

2°) le fonctionnaire, chargé de fournir au prestataire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemments ou subrogations les renseignements et états prévus à l'article 7 du dahir 19 Février 2015, est M. Le Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.

3°) les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Payeur l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du prestataire du présent marché.

Le maître d'ouvrage délivre sans frais, au prestataire, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention " exemplaire unique" et destiné à former titre conformément aux dispositions du dahir du 28 août 1948 relatif au nantissement des marchés publics.

Les frais de timbre de l'original du marché et de « l'exemplaire unique » remis au prestataire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 15 : SOUS-TRAITANCE

Si l'entrepreneur envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- L'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous-traitants ;
- Le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;
- la nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ; - le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché ; - et une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents à l'article 24 du décret 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.

Le titulaire du marché est tenu, lorsqu'il envisage de sous-traiter une partie du marché, de la confier à des prestataires installés au Maroc et notamment à des petites et moyennes entreprises conformément à l'article 158 de décret précité n° 2-12-349.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

ARTICLE 16 : DUREE DU MARCHE

Le marché issu du présent appel d'offre sera conclu pour une période d'une année.

Ce marché sera reconduit tacitement d'année en année dans la limite d'une durée totale de trois (3) années consécutives à compter de la date de commencement de l'exécution des prestations prévue par ordre de service.

La non-reconduction du marché cadre sera prise à l'initiative de l'une des deux parties au marché moyennant un préavis d'un (1) mois donné au prestataire par le maître d'ouvrage et de trois (3) mois donné au maître d'ouvrage par le prestataire et ce avant la fin de l'année en cours (à la date d'anniversaire).

La non-reconduction du marché donne lieu à la résiliation du marché.

ARTICLE 17 : PRESTATIONS A EXECUTER ET DELAIS D'EXECUTION

Pendant la durée du marché, les quantités des prestations et leurs délais d'exécution sont précisés pour chaque commande par le maître d'ouvrage en fonction des besoins à satisfaire.

ARTICLE 18 : NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix **unitaires**.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux frais de déplacements, faux frais et assurer au prestataire une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

ARTICLE 19 : REVISION DES PRIX

Par l'application de l'article 12 du décret n° 2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) précité, Les prix du marché qui découlera de cet appel d'offres sont fermes et non révisables.

ARTICLE 20 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à 80.000 dirhams (quatre-vingt mille dirhams).

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3 %) du montant initial du marché cadre.

Si le prestataire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 30 jours à compter de la date de la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis à l'Etat.

Le cautionnement définitif sera restitué ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive des prestations.

ARTICLE 20 : RETENUE DE GARANTIE

Il ne sera pas procédé à une retenue de garantie.

ARTICLE 22 : PENALITES POUR RETARD

Pour chaque commande du MO, et à défaut d'avoir terminé les prestations précisées dans les délais d'exécution précisés par le MO, il sera appliqué au prestataire une pénalité de retard par jour calendaire de 1 ‰ (Un pour mille) du montant des prestations objet de la commande.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à dix pour cent (10 %) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 42 du CCAG-EMO.

ARTICLE 23 : ASSURANCES - RESPONSABILITE

Le Prestataire doit adresser au MO, avant tout commencement des prestations objet du marché, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, tel qu'il a été modifié et complété.

ARTICLE 24 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Le prestataire doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 25 : MODALITES DE REGLEMENT

Le présent marché sera consenti moyennant le paiement par le Maître d'Ouvrage du montant porté au bordereau des prix - détail estimatif du présent marché cadre.

Les paiements seront effectués par prix unitaire relatif à chaque type de mesures ainsi que pour les annuaires et les situations hydrologiques et ce après remise des rapports y afférents par le prestataire et leur validation par le MO.

Le maître d'ouvrage établit, à la fin de chaque année budgétaire et à la fin de la dernière période du marché cadre, un décompte définitif à hauteur du montant des prestations réalisées au titre de la période considérée.

Le premier décompte couvrira la période allant de la date de commencement du service jusqu'à la fin du trimestre.

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte bancaire du prestataire n°.....
ouvert auprès de la banque

ARTICLE 26 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX PRESTATAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des études réalisées au Maroc dans le cadre du présent marché pour les prestataires étrangers non-résidents au Maroc.

ARTICLE 27 : RECEPTION DEFINITIVE

Conformément aux stipulations de l'article 49 du CCAG-EMO et après validation des mesures et des documents et rapports techniques communiqués par le prestataire, il sera procédé à la réception définitive.

ARTICLE 28 : RESILIATION DU MARCHE

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par les articles 27 à 33 et 52 du CCAG-EMO.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au Prestataire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

Si des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge du Prestataire, le ministre, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont le Prestataire est passible, peut par décision motivée, prise après avis de la Commission des Marchés, l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés de son administration.

ARTICLE 29 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le prestataire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le prestataire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 30 : MESURES DE SECURITE

Le Prestataire s'engage à respecter les mesures de sécurité conformément aux dispositions de l'article 24 du CCAG-EMO.

ARTICLE 31 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché, des désaccords surgissent avec le Prestataire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 52 à 55 du CCAG-EMO.

Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et le prestataire sont soumis aux tribunaux compétents relevant de la ville de Fès.

ARTICLE 32 : FORCE MAJEURE

Les cas de force majeure sont régis par les dispositions de l'article 32 du CCAG-EMO.

ARTICLE 33 : OBLIGATIONS DE SECRET ET DE SECURITE

Dans ce marché, chaque partie pourrait accéder à des informations ou documents confidentiels protégés par l'autre partie. Si ces informations ou documents étaient clairement identifiés comme étant confidentiels, protégés ou secrets, la partie en ayant eu connaissance devra les protéger comme elle le ferait des siens propres.

Cette obligation restera en vigueur durant cinq (5) années après l'accès à l'information.

Il est rappelé que les logiciels et documents fournis sont protégés aux termes du marché par lequel ils sont licenciés.

ARTICLE 34 : DEFINITION DES PRIX

Les prix seront rémunérés suivant le bordereau des prix détail estimatif en précisant que les prix qui y sont définis comprennent toutes les sujétions indiquées dans le marché ainsi que celles qui résultent de l'exécution des prestations selon les Règles de l'Art.

- **Prix n°1 : Mesure de débit**

Ce prix rémunère la mesure de débit des oueds au niveau des stations hydrométriques, des oueds, des sources, des seguias y compris les opérations de mesure de la qualité (**Conductivité + Oxygène Dissous + pH + Température + Turbidité**). Ce prix rémunère également :

- La mesure, le traitement et le dépouillement et la saisie ;
- La collecte des données de stations hydrométriques.

Ce prix est payé par **mesure**.

- **Prix n°2 : Jaugeage de crue**

Ce prix rémunère la mesure de débit pendant les hautes eaux et les périodes de crue y compris les opérations de mesure de la qualité (**Conductivité + Oxygène Dissous + pH + Température + Turbidité**).

Ce prix rémunère également le traitement et le dépouillement et la saisie.

Ce prix est payé par **mesure**.

- **Prix n°3 : Mesure du transport solide**

Ce prix rémunère la mesure du transport solide au niveau de cours et l'analyse granulométrique de la matière en suspension par tamisage et par sédimentométrie.

Ce prix est payé par **mesure**.

- **Prix n°4 : Relevé piézométrique**

Ce prix rémunère la mesure des niveaux piézométriques du réseau situé dans la zone d'action de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou y compris la mesure des paramètres de qualité (**Température + Conductivité**).

Ce prix est payé par **mesure**.

- **Prix n°5 : Annuaire hydrologique**

Ce prix rémunère la réalisation des annuaires hydrologiques pour une période de 1 à 3 années selon le besoin du MO au niveau de l'ensemble des stations hydrométriques du bassin du Sebou y compris l'actualisation des courbes de tarages ainsi que l'établissement des analyses hydro-pluviométriques et hydrologique entre stations hydrométriques et barrages et le scan des différents relevés de mesure.

Ce prix est payé par **annuaire hydrologique**.

- **Prix n°6 : Situation hydrologique**

Ce prix rémunère la réalisation de la situation hydrologique y compris l'établissement et l'analyse de la situation pluviométrique, de la situation des restitutions à partir des barrages et de l'évolution piézométrique et des débits des sources.

Ce prix est payé par **situation hydrologique**.

ARTICLE 35 : BORDEREAU DES PRIX -DETAIL ESTIMATIF**Réalisation des campagnes de mesures hydrologiques et piézométriques
dans la zone d'action de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou**

N° de prix	Désignation des prestations	Unité	Prix unitaire en DH (HT)	Quantité		Prix total en DH (HT)	
				Min	Max	Min	Max
1	Mesure de débit	Mesure		1400	1600		
2	Jaugeage de crue	Mesure		50	100		
3	Mesure de transport solide	Mesure		60	120		
4	Relevé piézométrique	Mesure		700	1000		
5	Annuaire hydrologique	Annuaire hydrologique		1	1		
6	Situation hydrologique	Situation hydrologique		1	2		
Total (HT)							
TVA (20%)							
Total (TTC)							

Arrêté le présent bordereau des prix à la somme de :

.....

**OBJET : REALISATION DES CAMPAGNES DE MESURE HYDROLOGIQUES ET
PIEZOMETRIQUES DANS LA ZONE D’ACTION DE L’AGENCE
DU BASSIN HYDRAULIQUE DU SEBOU – MARCHE CADRE**

Montant maximal : _____ Toutes Taxes Comprises

19